

Contribution climat-énergie

La comprendre, c'est l'adopter

POURQUOI A-T-ELLE UN RÔLE ESSENTIEL DANS LA PROTECTION DU CLIMAT ? EN QUOI ÊTES VOUS CONCERNÉ ? EST-CE UNE CONTRAINTE OU UNE OPPORTUNITÉ ? 📖 6 pages pour comprendre

La France s'est résolument engagée dans la transition écologique et énergétique pour une démarche exemplaire avant d'accueillir la Conférence des parties sur le climat à Paris en 2015 !

Réussir la transition écologique, sortir du cercle vicieux d'un modèle énergétique à bout de souffle pour diviser nos émissions de gaz à effet de serre par un facteur 4 à 6, c'est possible ! Cela dépendra tout à la fois de notre capacité à conjuguer engagement citoyen, progrès techniques, financements innovants, nouvelle gouvernance du long terme et basculement vers une fiscalité écologique en parallèle de la mise en place de politiques ambitieuses.

Réussir la transition écologique, c'est aussi donner progressivement au carbone et aux consommations d'énergies le prix juste qui correspond au coût réel pour la société. Et faire en sorte que ce soit une opportunité pour tous, citoyens et entreprises !

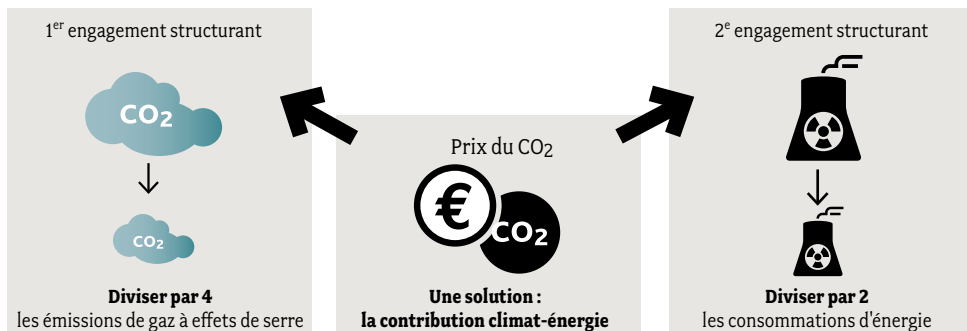


Pourquoi une contribution climat-énergie ?

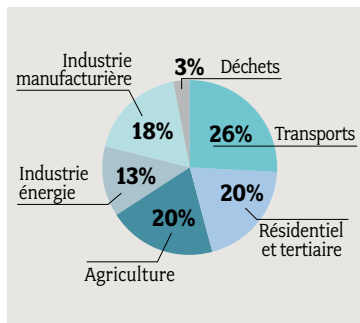
Le changement climatique, causé par les émissions de gaz à effet de serre dues à l'activité humaine, menace l'organisation de nos sociétés. Au delà, les émissions de gaz à effet de serre et la consommation d'énergie non renouvelable entraînent des pollutions et des nuisances qui ont dès à présent un coût exorbitant pour la société (morbidité, mortalité, perte de biodiversité, congestion...) et qui coûteront plus cher encore demain si nous ne faisons rien. Quand on ne taxe pas la pollution ce coût est pris en charge par la société et repose donc sur la collectivité. Ce qui n'incite ni à faire attention à son comportement, ni à utiliser des produits ou services moins polluants.

La contribution climat-énergie est une application du principe **pollueur-payeur** inscrit dans la Charte de l'environnement. Si demain le coût de la pollution était inclus dans le prix d'un produit, il coûterait plus cher à l'achat qu'un produit équivalent moins polluant.

De plus la plupart des économistes (comme Nicholas Stern) et des scientifiques (comme James Hansen, chercheur pour la Nasa, ou R. Pachauri ; président du GIEC) s'accordent à dire que donner un prix aux émissions de gaz à effet de serre est l'un des moyens les plus efficaces de les réduire. Sans contribution climat-énergie, il est impossible de réduire nos émissions de gaz à effet de serre et notre consommation d'énergie à un niveau suffisant pour éviter un emballement du changement climatique !



Les chiffres clés d'un système énergétique à bout de souffle



Répartition des émissions de GES par secteur en 2010, Citepa 2012.

3200 €/an

C'est le budget énergie d'un ménage pour le logement et les déplacements en 2012.

+4,8°C

Hausse possible de la température moyenne en 2100 par rapport à la fin du XX^e siècle si nous ne faisons rien.

90%

Pesant plus de 69 milliards d'euros, la facture énergétique de la France plombe son déficit commercial.

Entre 0,7 et 1,7 milliards €/an

le coût sanitaire de la pollution atmosphérique en France.

4 millions

de ménages en situation de précarité énergétique.

Comment contribuer de façon efficace et équitable ?

Objectif 60€/tCO₂ en 2020

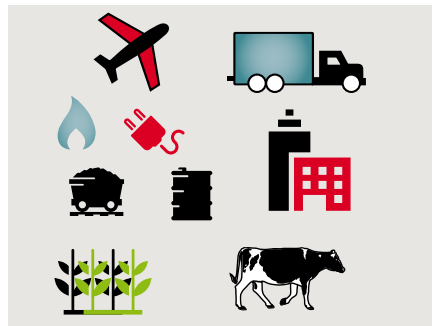
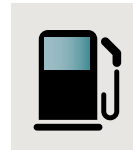
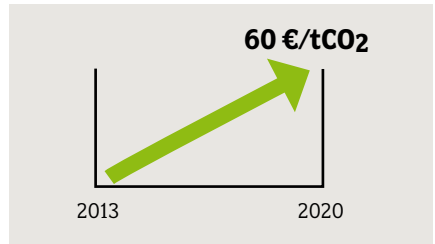
La contribution climat-énergie doit s'inscrire dans la trajectoire du facteur 4 (diviser par 4 nos émissions d'ici 2050 par rapport à 1990). Elle sera d'autant plus efficace qu'elle s'aligne sur la valeur de référence du carbone, au taux de 40€ la tonne de CO₂ en 2014 (rapport Quinet) et de 60€ en 2020. Ce signal prix, clair et pérenne, est indispensable **pour modifier les comportements, stimuler et rentabiliser les investissements** dans la rénovation et les équipements plus efficaces de tous les acteurs.

Toutes les énergies sont concernées

Une contribution climat-énergie efficace ne laisse aucune énergie polluante de côté. Pour inciter à la sobriété énergétique et ne pas favoriser le choix particulièrement inefficace du chauffage électrique, **l'électricité doit être, elle aussi, soumise à la contribution climat-énergie**. Elle devra aussi prendre en compte les autres gaz à effet de serre comme le méthane.

Tous les secteurs sont concernés

Certains secteurs (transport routier, agriculture, pêche, transport aérien) sont aujourd'hui dispensés de contribution à la protection du climat. Le traitement de ces secteurs ou de certaines professions, parfois vulnérables, ne doit pas donner lieu à de nouvelles exemptions de taxes énergétiques mais peut faire, au cas par cas, l'objet de mesures **d'accompagnement spécifiques et d'aides à l'innovation**.



Chaque année, l'État subventionne les activités et secteurs nocifs à l'environnement à hauteur de 20 milliards d'euros. En pleine crise écologique et économique, il est temps de stopper cette politique contre-nature !

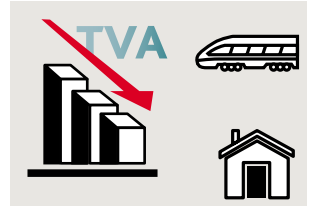
SUBVENTIONS
À LA POLLUTION **\$STOP**

www.stopsubventionspollution.fr

Comment redistribuer les recettes et investir en faveur de la transition écologique?

👉 Baisser la TVA sur les filières de la transition énergétique

Un nombre croissant d'économistes et d'instances officielles (OCDE, Union européenne, Conseil Économique Social Environnemental) conseille à la France de baisser la TVA, un impôt plus injuste socialement et économiquement peu efficace, en contrepartie de **la mise en place d'une vraie fiscalité écologique**. En particulier sur des secteurs et produits clés de la transition énergétique : transports en commun et services de mobilité, rénovation thermique.



👉 Redistribuer un chèque énergie aux ménages dans le besoin

Ce chèque (constituant un crédit d'impôt) serait indexé sur les revenus des ménages. Pour les ménages en situation de précarité son montant serait plus important que le montant payé pour la contribution climat-énergie. **Ce dispositif participera à la lutte contre la précarité énergétique.**



👉 Financer massivement la transition

Le basculement vers une fiscalité écologique doit entraîner des adaptations. Certaines sont gratuites et font économiser de l'argent (baisser le chauffage, faire du covoiturage...). Mais d'autres nécessitent un investissement conséquent. Il est alors essentiel d'aider les ménages modestes et les classes moyennes à rénover leur logement ou à acheter des véhicules et équipements moins consommateurs. Comme il est essentiel d'aider les collectivités à mettre en place des alternatives à l'automobile individuelle. Cela nécessite un financement de plusieurs dizaines de milliards d'euros par an. **La fiscalité écologique constitue l'une des sources de financement, il faut aussi mobiliser l'épargne et réorienter les investissements des banques publiques.**



Ils défendent l'idée d'une fiscalité carbone

De nombreuses institutions et organisations économiques ont encouragé la mise en place d'une fiscalité carbone dans les États dont la France pour réussir la transition énergétique et lutter contre le changement climatique à moindre coût économique. C'est le cas du CESE et de l'OFCE mais aussi des organisations économiques internationales comme l'OCDE, l'Agence Internationale de l'Énergie et le FMI.

“

L'Assemblée nationale souhaite que cette nouvelle fiscalité écologique permette de financer la transition écologique et de modifier les comportements des agents économiques grâce à un signal prix pouvant faire l'objet d'une compensation.

Résolution pour une fiscalité écologique au cœur d'un développement soutenable, mai 2013.

”

Un outil au service de l'innovation et l'emploi

En mettant un prix sur l'énergie et le carbone, la contribution climat-énergie fournit un important levier d'innovation. Les études et les expériences étrangères montrent que le nombre de brevets et l'innovation en hautes technologies aug-

mentent avec la hausse des prix des énergies. La contribution climat-énergie est également favorable à l'emploi puisqu'elle redirige les investissements des filières ayant un contenu pauvre en emplois, vers les filières d'avenir, créatrices d'emplois.

Ailleurs, ça marche déjà !

Royaume-Uni

Le Climate Change Levy concerne aussi l'électricité. Les entreprises britanniques qui y sont soumises détiennent plus de brevets technologiques que les autres.

Irlande

L'État irlandais a fixé le prix de la tonne de CO₂ à 20 €. Un tarif plutôt bas mais qui concerne aussi le kérosène utilisé dans le transport aérien.

Finlande

C'est le premier pays à avoir mis en place une taxe sur le carbone en 1990. Une composante énergie a été intégrée en 2011 dans la taxe qui valait alors 20 €/tCO₂.

Suède

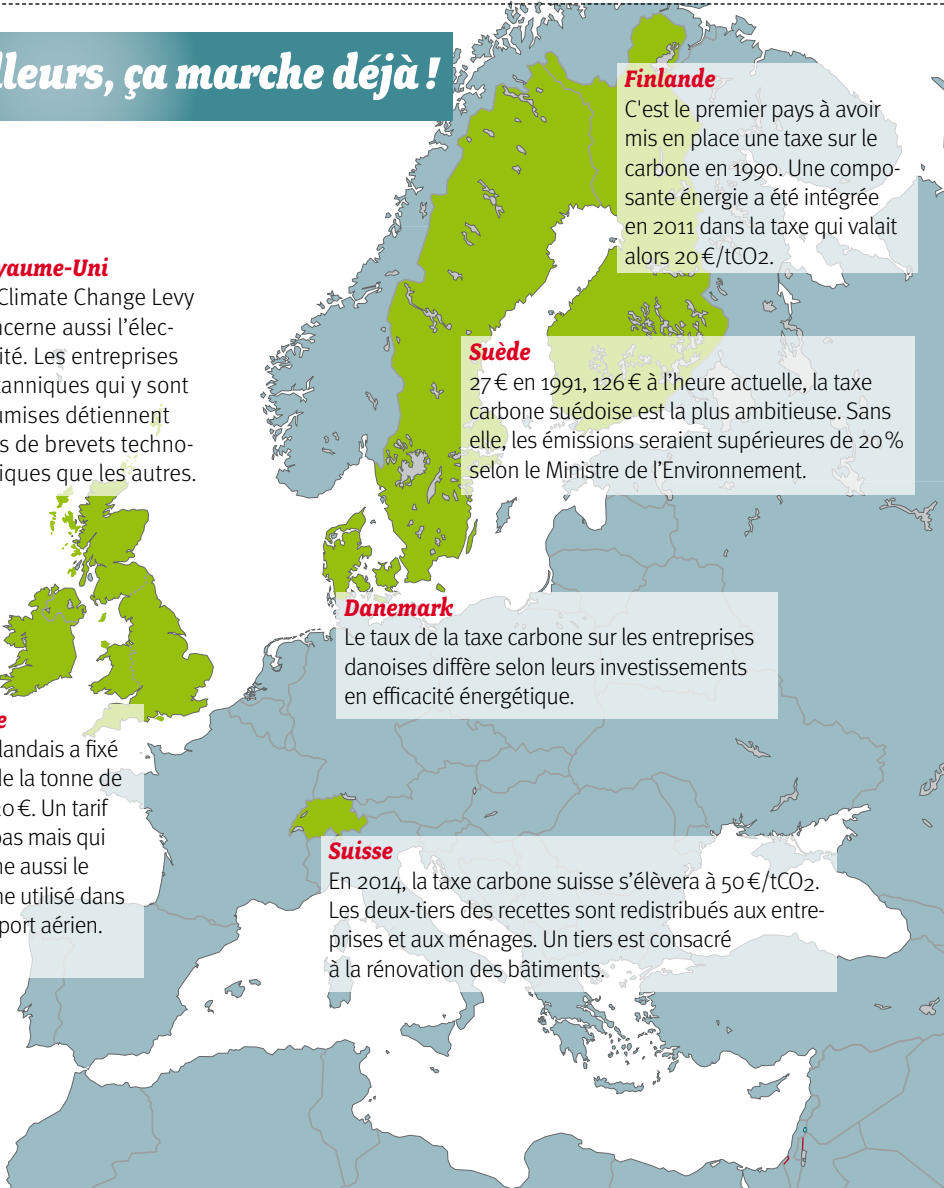
27 € en 1991, 126 € à l'heure actuelle, la taxe carbone suédoise est la plus ambitieuse. Sans elle, les émissions seraient supérieures de 20 % selon le Ministre de l'Environnement.

Danemark

Le taux de la taxe carbone sur les entreprises danoises diffère selon leurs investissements en efficacité énergétique.

Suisse

En 2014, la taxe carbone suisse s'élèvera à 50 €/tCO₂. Les deux-tiers des recettes sont redistribués aux entreprises et aux ménages. Un tiers est consacré à la rénovation des bâtiments.



Concrètement pour les ménages ?



Prenons l'exemple d'un ménage de 4 personnes, vivant dans un logement de 100m², qui a recours au gaz pour le chauffage et à la voiture pour la majorité de ses déplacements. Notre ménage dépense en moyenne 3300€ chaque année pour ses dépenses énergétiques dans son logement et ses déplacements.

QUEL IMPACT AURAIT LA MISE EN PLACE D'UNE CONTRIBUTION CLIMAT ÉNERGIE DE 40€/tCO₂ ?



Habitat

Coût annuel de la contribution climat-énergie

+ 230 €



Mobilité

Coût annuel de la contribution climat-énergie

+ 170 €

ACTIONS POSSIBLES POUR FAIRE DES ÉCONOMIES SUR UN AN



- 133 €

Chauffage

1° C de moins, c'est 7% en moins sur la facture !



- 80 €

Électroménager

Débrancher ses appareils plutôt que de les mettre en veille permet d'économiser 80€ par an !



- 500 €

Transports en commun

En ville, utilisons les transports en commun : un abonnement annuel coûte 17 fois moins cher que d'utiliser une voiture quotidiennement !



- 150 €

Conduire moins vite

C'est émettre moins de CO₂. 10 km/h en moins permet d'économiser 3 à 5 L de carburant et de réduire de 12,5% les émissions de CO₂ sur 500 km.



- 400 €

Rénovation

Changer les fenêtres et isoler le toit permet des économies d'énergie de 20% minimum !



- 800 €

Changement de chauffage

S'équiper d'une chaudière bois très performante plutôt qu'au gaz permet de diviser sa facture chauffage de moitié environ !



- 300 €

Vélo

La moitié des déplacements en voiture font moins de 3 km. Pédaler 20 minutes par jour évite d'émettre ½ tonne de CO₂ par an et économise ainsi 160 L de carburant.



- 420 €

Co-voiturage

En partageant sa voiture, on divise par deux, trois, quatre, sa consommation de carburant !

Plusieurs centaines d'euros peuvent ainsi être économisées à la fois dans le logement et sur la mobilité !

Chacun peut trouver une solution pour réduire sa facture énergétique au quotidien et faire ainsi sa transition énergétique. De nombreuses aides (CIDD, éco prêt, aides locales, etc.) existent pour supporter jusqu'à 80% du coût d'investissement des travaux de rénovation (<http://renovation-info-service.gouv.fr>). Un chèque énergie doit aussi être mis en place pour faciliter la transition.

Informations
et contacts :

www.fondation-nicolas-hulot.org

www.fne.asso.fr

www.rac-f.org